

Termes de référence pour la sélection de consultant-e-(s) :

" Etude complémentaire sur les possibilités du *Crowdfunding*- ESS et start-ups au Maroc "

Introduction

Dans le cadre de ses initiatives en matière de Migration et Développement, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Maroc a lancé un projet de recherche sur le potentiel du *crowdfunding* au Maroc, dans l'objectif de la mobilisation des investissements de la diaspora marocaine au service du développement durable et inclusif de leurs territoires d'origine.

Une première « *Etude de faisabilité sur le Crowdfunding au Maroc en vue de l'implication de la Diaspora dans le développement du Maroc* » a été réalisée sur le phénomène du *crowdfunding* et sur comment cet outil pourrait voir le jour au Maroc, à travers l'identification des freins et des opportunités. Cette analyse exhaustive a été réalisée en comparaison avec d'autres pays et notamment ceux de la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

En fait, cette pratique est également diffuse auprès de la diaspora de la région MENA, comme en témoigne l'expérience de la plateforme www.narwi.org, lancée en Irak, au Liban, en Jordanie, en Palestine, au Yémen, en Egypte et en Somalie.

Il convient de souligner que les cadres juridiques et financiers ne sont pas tous harmonisés dans la région MENA pour permettre à la plate-forme ou à la pratique du *crowdfunding* de prendre son élan. C'est la raison pour laquelle une évaluation de la faisabilité institutionnelle sur le contexte est nécessaire, avant d'engager les communautés de la diaspora dans le soutien du micro-entrepreneuriat.

Au-delà de l'analyse du *crowdfunding*, l'étude illustre le **rôle de la diaspora comme facteur de réussite de cet « écosystème » en faveur du développement des territoires d'origine de la diaspora.**

1. Contexte

Le Maroc prépare actuellement son cadre légal et réglementaire pour le développement du *crowdfunding*. Un groupe de réflexion piloté par le ministère des Finances travaille en effet sur l'élaboration d'un projet de loi qui devrait bientôt intégrer le circuit parlementaire. Ce projet a été pensé pour que le *crowdfunding* soit un outil complémentaire aux différents dispositifs d'inclusion financière déjà existants et viendrait élargir l'offre actuelle.

Le Maroc compte une diaspora estimée jusqu'à 5 millions de personnes répartie sur 100 pays des cinq continents, dont la majorité est établie en Europe. Cette importante communauté transnationale a toujours maintenu un lien fort avec son pays d'origine en gardant un profond sentiment d'attachement au Maroc et souhaite contribuer à son développement. Dans ce contexte, le Maroc se situe au troisième rang des pays de la région MENA ayant reçu le plus d'argent de ses ressortissants, après l'Egypte et le Liban. Néanmoins, ces montants transférés ne contribuent que modestement au développement du pays.

Dans de nombreux pays, le *crowdfunding* a permis d'ouvrir le champ des possibles, pour des projets innovants et à fort potentiel social et environnemental. Le Maroc pourrait également

bénéficiaire de cette dynamique mondiale autour du *crowdfunding* pour **élargir son dispositif d'inclusion financière avec une réglementation adaptée au contexte local**.

Alors qu'un projet de loi est en cours d'élaboration, cette étude de faisabilité sur le *crowdfunding* au Maroc, a permis de mieux cerner le concept et les pratiques actuelles et de dégager des pistes d'intégration de la diaspora dans cette dynamique prometteuse. Il est important de rappeler qu'il existe des plateformes de *crowdfunding* à visée locale ou régionale. La politique de décentralisation en vigueur au Maroc (Régionalisation avancée) peut être une réelle opportunité pour les Conseils régionaux d'appuyer des initiatives labélisées dans ce sens et tirer un meilleur profit des impacts de la migration sur le développement local.

Objet

2.1 Le projet de recherche

Le projet de recherche sur le *crowdfunding* au Maroc mené par l'OIM a comme objectif global de contribuer à la croissance de ce mode de financement au Maroc comme un outil de soutien à l'entrepreneuriat, ainsi que de soutenir la diaspora marocaine dans des initiatives de développement de leur pays/territoire d'origine. En outre, il s'agit d'évaluer la possibilité pour le Maroc d'intégrer des plateformes régionales sur le *crowdfunding*.

Il se déroule en deux études : une première étude dite « de faisabilité » (étude 1, réalisée) et une deuxième étude (étude 2, complémentaire, objet des présents termes de référence).

A terme, les résultats des études du projet de recherche doivent permettre de :

- a. mieux comprendre les pratiques du *crowdfunding*, et mieux appréhender son développement et potentiel au Maroc ;
- b. prendre connaissance du cadre institutionnel, légal et financier ;
- c. identifier les opportunités et les risques pour l'économie et le marché de l'emploi ;
- d. mieux comprendre quels types de *crowdfunding* sont attractifs pour les différents groupes de la diaspora (investissement, dons, développement de produits à acheter, etc.) et pour le contexte marocain ;
- e. se doter d'outils d'information et d'orientation susceptibles d'alimenter la plateforme Narwi et qui serviront aux jeunes entrepreneurs pour développer leurs projets en la matière et promouvoir le *crowdfunding*.

Les conclusions et outils produits lors de ce projet de recherche (études 1 et 2) seront présentés à l'occasion d'un Atelier national de restitution. Cet événement réunira les différentes parties prenantes institutionnelles, de la société civile et du secteur privé.

2.2 Prestation demandée : « Etude complémentaire sur les possibilités du *Crowdfunding*- ESS et start-ups au Maroc »

En s'attachant aux pratiques et à l'évolution du cadre institutionnel du *crowdfunding* au Maroc, l'**étude de faisabilité** (étude 1, réalisée) a ciblé l'évaluation du potentiel offert de ce système de financement dans le Royaume, notamment dans la perspective de son lien avec la mobilisation des investissements de la diaspora. Elle a notamment abouti à des recommandations permettant de mieux cibler le potentiel de l'engagement de la diaspora dans le *crowdfunding*.

Afin de favoriser cet engagement, il est important que le Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration soit impliqué dans le groupe de travail du Ministère des Finances, afin qu'il puisse mobiliser de l'expertise marocaine sur les besoins de la diaspora et sur la thématique du *crowdfunding*.

Parmi ces recommandations, l'étude présente les secteurs des *start-ups* et de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme les parents-pauvres du financement classique ou conventionnel, et par conséquent à fort potentiel de développement grâce au *crowdfunding*.

L'« **étude complémentaire sur les possibilités du Crowdfunding- ESS et start-ups au Maroc** » se concentrera sur la manière dont le *crowdfunding* pourrait soutenir l'engagement de la diaspora dans les *start-ups* et le secteur de l'ESS, allant de la production agroalimentaire et des produits biologiques à l'artisanat et à l'écotourisme au Maroc, pour aider à identifier les créneaux et les domaines qui pourraient être liés à la pratique du *crowdfunding*. Et ce, toujours dans l'objectif de promouvoir le développement local au Maroc, mais aussi en vue de l'implication (ou pas) du Maroc dans la plateforme régionale *Narwi* (www.narwi.org).

La plate-forme dessert les jeunes microentrepreneurs dans les zones marginalisées à la fois de capital et de connaissances, fournies par les communautés de la diaspora grâce à un système de *crowdsourcing* intuitif et facile à utiliser. Les fonds sur *Narwi* sont donnés en tant que dons renouvelables, de sorte que lorsque l'entrepreneur rembourse le prêt original, le don passe pour soutenir d'autres.

L'analyse, qui s'inscrit en pleine continuité avec l'étude 1, devra s'appuyer sur des **études de cas** concernant des projets de *crowdfunding* pilotés de l'étranger et/ou depuis le Maroc, qui serviront de référentiel informant les futurs projets locaux ou internationaux. L'étude permettra la création et la promotion d'outils pour introduire le concept de *crowdfunding* et de pousser pour l'approbation publique de la pratique à l'appui des projets sociaux et une économie de commerce équitable dans le but de réduire le chômage et le sous-emploi.

2.3 Offre de service

Dans son **offre de service**, le/la consultant-e doit fournir :

- une note méthodologique exhaustive et étayée (2 pages maximum), suivie notamment d'un plan de travail, un chronogramme, le détail des moyens humains (CV du/des consultant-e-s obligatoires) et matériels qui seront engagés au service de l'étude ; ainsi que
- une offre financière permettant d'évaluer la pertinence et la qualité de l'approche proposée.

Le descriptif indicatif, ci-après, a pour objectif de donner une idée sur les prestations attendues et servira de base de discussion avec le/la consultant-e au moment de l'examen de l'offre :

- Identification et présentation d'une étude de cas pertinent, à fort potentiel pédagogique sur comment le financement de la diaspora (et en particulier par le biais d'outils de *crowdfunding*) peut être utilisé pour soutenir des initiatives particulières dans les secteurs des *start-ups* ;
- Identification et présentation d'une étude de cas sur comment le financement de la diaspora (et en particulier par le biais d'outils de *crowdfunding*) peut être utilisé pour soutenir des initiatives particulières dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS).
- Une étude de cas sur la faisabilité d'impliquer le Maroc dans la plateforme régionale *Narwi*, ou d'autres plateformes.

Plus spécifiquement, chaque étude de cas doit contenir les éléments suivants :

- Justification sur la pertinence du choix de l'initiative étudiée ;
 - Réplicabilité : feuille de route pour la dissémination ;
 - Recommandations à l'attention des contributeurs potentiels (cible: diaspora) et des entrepreneurs potentiels (cible : entrepreneurs marocains basé au Maroc) ;
- cartographie précise des acteurs et des institutions (incluant la diaspora) intervenant directement et/ou indirectement dans la pratique du *crowdfunding* dans la spécificité des études de cas illustrés ;
 - formulation d'un catalogue de bonnes pratiques et des moyens pour les disséminer dans d'autres régions ;
 - formulation des recommandations aux communautés des *start-ups* et jeunes entrepreneurs intéressés par le développement du *crowdfunding* au Maroc.

Pour mener à bien la mission demandée conformément à la présente consultation, cette étude devra être élaborée sur la base de revues de littératures pertinentes, d'une documentation riche actualisée issue d'outils fiables, ainsi que d'un travail de terrain pour les études de cas ciblant directement les intervenant-e-s et/ou parties prenantes en la matière.

2. Livrables

A l'issue de cette étude, **un rapport détaillé de maximum 30 pages** ainsi que des recommandations sont attendues de la part du/de la consultant-e.

Les livrables suivants devront être adressés à la coordinatrice du projet de recherche selon le chronogramme validé par l'OIM, en début de mission :

- ✓ Résumé exécutif mettant en exergue les résultats principaux et prioritaires, les conclusions, les apprentissages et les recommandations les plus importantes.
- ✓ Présentation du projet, en introduction, indiquant l'objectif de l'étude, les principales questions et les résultats et le processus de l'étude.
- ✓ Méthodologie : description de l'approche méthodologique adoptée, l'argumentation sur la méthode appliquée, les outils conçus pour la collecte d'informations et les analyses menées ainsi qu'une évaluation du processus de réalisation de l'étude.

- ✓ Résultats de l'étude : Enquête, description et analyse des données et des observations significatifs pour répondre aux questions spécifiques proposées, ainsi que d'autres aspects importants proposés par le/la consultant(e).
- ✓ Conclusions et recommandations : doivent contenir des propositions pratiques et applicables qui seront communiquées lors du séminaire final du projet, ainsi que des propositions d'outils d'information à l'attention des publics-cible prioritaires.
- ✓ Annexes : il est indispensable d'inclure les termes de référence et la proposition de travail, comprenant la description de la méthodologie d'évaluation, les outils utilisés, la liste des interviewés, les références, la bibliographie, les photos, les transcriptions d'entrevues ou des focus groupes, etc.

Des réunions de suivi ponctuelles seront organisées entre la/les consultant-e-s et la coordinatrice de projet pendant l'élaboration de l'étude, afin de discuter conjointement de son avancement. Le ministère de l'Economie et des Finances et le MCMREAM seront impliqués dans le suivi de l'étude.

Les études et les outils seront présentés dans un forum qui sera organisé à la fin du projet. Ces produits seront partagés avec les startups et les porteurs de projets et seront présentés lors d'un forum rassemblant un public ciblé des acteurs locaux.

3. Durée

La durée de la consultation s'étale sur une durée de **3 mois** à compter de la date de l'ordre de service.

4. Qualifications et compétences requises

Le candidat doit démontrer un fort intérêt à travailler avec une méthodologie systémique, une forte motivation et un engagement démontrés pour contribuer à la recherche et propositions d'outils concrets tel que stipule ce document. Il doit être également en mesure de considérer tous ceux qui fournissent des services comme des « clients » et chercher à comprendre leurs points de vue ; établir et entretenir des partenariats productifs avec eux en gagnant leur confiance et leur respect ; identifier leurs besoins et les satisfaire par des solutions appropriées.

Les qualifications requises sont :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques et juridiques, en finances ou en sciences sociales ;
- Expérience professionnelle de 10 ans ou plus dans le domaine de l'économie, des finances, des sciences juridiques et/ou sociales, avec une connaissance du domaine des start-ups, de la recherche et développement ;
- Familiarité avec les questions liées à la migration, la diaspora et le développement ;
- Expérience au sein ou avec les agences des Nations Unies et/ ou dans le milieu académique en la matière serait souhaitable ;

- Excellente maîtrise du français (écrit et parlé). La maîtrise de l'Arabe et de l'Anglais serait un atout ;
- Compétences d'analyse et de synthèse, et de communication notamment avec des acteurs de divers horizons.

Les candidat-e-s intéressé-e-s par cet appel à candidature sont prié-e-s d'envoyer une offre de service complète en indiquant en objet " *Etude complémentaire sur les possibilités du Crowdfunding - ESS et start-ups au Maroc* " à l'adresse électronique : iomrecrute@iom.int, au plus tard **mercredi 1 mars 2017**.